

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs

L'avis implique un marché public

Objet : Réhabilitation de l'auberge des Glières - Construction d'un parking couvert et ouvert - Commune de FILLIERE

Référence acheteur : 19S0251

Type de marché : Travaux

Procédure : Procédure adaptée

Code NUTS : FRK28

Classification CPV :

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : NON

Forme du marché : Prestation divisée en lots : oui

Possibilité de présenter une offre pour un ou plusieurs lots

Les variantes sont refusées

Quantité/étendue : Le délai d'exécution global des travaux est de 17 semaines (y compris une période de préparation de 4 semaines), à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage.

Options : oui

Les lots n° 1 et 2 comportent des variantes exigées qui sont obligatoirement à chiffrer.

• Lot n° 1 : Terrassement

Variante exigée : plus-value pour filet de protection pour skieur

• Lot n° 2 : Maçonnerie

Variante exigée : plus-value pour béton matricé

Lot N° 1 - Terrassement - CPV 45112500

Lot N° 2 - Maçonnerie - Gros Œuvre - CPV 45262522

Lot N° 3 - Charpente bois - Couverture acier - CPV 45261000

Conditions relatives au contrat :

Cautionnement : Retenue de garantie de 5 %

Financement :

- Paiement par virement à 30 jours sur la base d'acompte mensuel

- Financement sur fonds propres de la collectivité

- Une avance de 20 % peut être accordée au candidat

- Marché à prix forfaitaires

- Forme des prix : révisables

Forme juridique : Aucune forme de groupement n'est imposée par le Pouvoir adjudicateur.

Conditions de participation :

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat : Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession.

Liste et description succincte des conditions :

- Une lettre présentant la candidature accompagnée des pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat ainsi que, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les co-traitants (DC1)

- Si le candidat est en redressement judiciaire, il peut joindre la copie du ou des jugements prononcés à cet effet permettant d'apprécier la poursuite de l'activité.

- Une déclaration sur l'honneur que le candidat ne fait pas l'objet d'une interdiction de concourir en application des articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la commande publique

Capacité économique et financière :

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis : Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles

Référence professionnelle et capacité technique :

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis :

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des trois dernières années

- Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

- Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants ou tout autre document équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres

Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

- 40 % Valeur technique

- 60 % Prix

Remise des offres : 31/07/2019 à 12h00 au plus tard.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.

Unité monétaire utilisée : l'euro.

Validité des offres : 120 jours, à compter de la date limite de réception des offres.

Renseignements complémentaires :

Il s'agit d'un marché périodique : NON

Le marché s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds communautaires : NON

Instance chargée des procédures de recours : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE GRENOBLE - 2 Place de Verdun - BP 1135 - 38022 GRENOBLE Cedex - Tél : 04 76 42 90 00 - Fax : 04 76 42 22 69 - mël : greffe.ta-grenoble@juradm.fr

Organe chargé des procédures de médiation : COMITÉ CONSULTATIF INTERRÉGIONAL DE RÉGLEMENT AMIABLE DES LITIGES EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS - 107 rue Servient 69418 LYON Cedex 03

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE - Services de la Commande Publique au 04 50 33 21 32 - 1 rue du 30° RI - CS 32444 - 74041 ANNECY Cedex

Envoi à la publication le : 11/07/2019

Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée.

Cette consultation bénéficie du Service DUME.

Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur <http://www.hautesavoie.fr>